

# Initiative

## actualité

# de protection

Protection contre la sexualisation des enfants et adolescents

ASSOCIATION INITIATIVE DE PROTECTION

**Menacée par le déclin  
des valeurs: la famille**



## Les parents sont appelés à défendre leurs enfants – voici le programme

**Le prof. Dr. David Engels, historien et auteur belge, lutte contre la perte de la liberté et de la démocratie. Dans ses ouvrages, il met en garde contre la domination totalitaire par une élite mondialiste dont le pouvoir ne s'appuie ni sur Dieu ni sur le peuple. Les parents sont dépossédés de leur autorité par l'imposition de l'idéologie du genre et de la sexualisation précoce dans les crèches, les écoles enfantines et les écoles. Dans l'interview qui suit, le prof. Dr. Engels évoque les moyens de résistance possibles.**

**INITIATIVE DE PROTECTION - ACTUALITÉ:** Suite à l'Assemblée générale 2024 de l'Association Initiative de protection, vous avez donné un exposé intitulé «La grande confusion. Anatomie de la déconstruction de l'Occident. Il faut se réveiller». Qu'entendez-vous par là?

**Prof. Dr. David Engels:** J'ai essayé de clarifier deux aspects. D'une part, il devient très clair que la présente crise de l'Europe est notamment une crise identitaire qui est due au fait que l'ensemble des valeurs traditionnelles et des communau-

tés de solidarité classiques ont été systématiquement «déconstruites» au nom d'un concept erroné d'individualisme. Ce processus, entamé de nombreuses générations avant nous, n'est pas nouveau. Il n'est pas non plus unique à l'Occident, puisqu'il a caractérisé toutes les autres civilisations humaines dans leur phase finale. D'autre part, il devient évident qu'un véritable rétablissement ne peut s'opérer que par un retour délibéré aux traditions, principalement à la transcendance, comme je l'ai décrit dans mon nouveau livre récemment paru «Défendre l'Europe civilisationnelle». Attendre un changement venant de nos dirigeants est complètement illusoire – nous devons commencer par nous-mêmes, dans la famille, dans notre cercle d'amis, et bien sûr dans le système éducatif. D'ailleurs, ce changement de cap doit inclure non seulement des initiatives personnelles positives, mais aussi des mouvements de protestation alors que nos enfants sont déjà endoctrinés dès leur plus jeune âge.

**IPA:** Pourquoi les protestations des parents n'arrivent-elles que difficilement à la connaissance du public?

*Suite à la page 6*

# Nemo, une sorcière et le «troisième s

**Le chanteur suisse Nemo, connu auparavant des initiés uniquement, a remporté le concours de chant de l'Eurovision. Il s'était présenté comme un être «non binaire». Une participante irlandaise, également «non binaire», se qualifiant de «sorcière», a placé une couronne d'épines sur la tête de Nemo. Et une femme pasteur célébrait tout cela à la télévision suisse. D'autres questions?**

L'histoire rapportée ici commence avec un jeune homme ordinaire de Bienne qui fait des spectacles sur de petites scènes de Suisse et qui n'est connu que des initiés. Six mois plus tard, il est connu dans toute l'Europe et remporte le très traditionnel Eurovision Song Contest (ESC). Lui, c'est Nemo Mettler. Que s'est-il passé dans l'intervalle?

En novembre dernier, Nemo (terme latin signifiant: personne) découvre soudain qu'il est «non binaire». Il bâtit toute sa campagne ESC sur cette idée. Sa sœur crée pour lui un costume et conçoit son spectacle à Malmö au moyen de ses propres vidéos. Nemo utilise ses productions et son succès pour promouvoir un message politique: il se considère comme promoteur des «non binaires», défenseur d'un «troisième sexe», voire d'innombrables sexes. Sa mère, Nadja Schnetzler, est cofondatrice du média en ligne de gauche Republik.

Ce coup de force a fonctionné: en Suisse notamment, il est question tout à fait sérieusement d'introduire un troisième sexe comme catégorie officielle de portée juridique et politique, reconnue par l'État. À la mi-juin, Nemo avait déjà contacté Beat Jans (PS), le conseiller fédéral compétent. Le public est ravi.

**Une pasteur de télévision célèbre le sabbat des sorcières**

Mais la campagne victorieuse des «non binaires» n'est pas tout. Les spectateurs de la finale ESC ont été témoin qu'une compétitrice irlandaise, Bombie Thug, a placé une couronne d'épines sur la tête du vainqueur. Les chrétiens savent à quoi



La concurrente britannique de Nemo, Bombie Thug, se dit également «non binaire» et «sorcière queer». Son but est de conver

## «sexe»

ce geste provocateur fait allusion: c'est le Christ véritable, qui porte la couronne d'épines. Comme si ce blasphème ne suffisait pas, Bambi Thug, qui se dit aussi non-binaire, a utilisé des symboles sataniques. Elle dit être une sorcière et affirme que son but est de convertir les individus à la sorcellerie, l'intention étant de se «débarrasser» des religions monothéistes.

Cette sorcière a aussi fomenté des troubles, tout comme Nemo, contre la chanteuse d'Israël à l'ESC. Ils ont reçu le soutien d'une certaine Greta Thunberg, l'icône mondiale de la lutte pour le climat qui a été arrêtée pour avoir manifesté contre Israël devant les portes du temple de l'ESC.

Ce répugnant spectacle a bien entendu été encensé par les médias mainstream, mais il a aussi trouvé un écho positif dans certains milieux ecclésiastiques. Cornelia Camichel Bromeis, pasteur de l'Église Saint-Pierre à Zurich, a rendu compte des événements de Stockholm dans la version rhétoromanche de l'émission «Wort zum Sonntag» à sa manière: le «code» que cette personne non binaire a percé reflète une idée théiste universelle, a-t-elle professé. Il s'agirait d'«images religieuses», et la couronne d'épines rappellerait le Vendredi-Saint et Pâques.

On n'en croit pas ses yeux: est-ce encore de la naïveté ou cela relève-t-il déjà vu le discours orwellien qui déforme toute notion et tout concept en son contraire?

### Il n'existe que deux sexes!

La vérité et la raison ont décidément passé à la trappe. Certes, il est tout à fait possible de défendre l'idée que chacun peut s'habiller et se sentir comme il veut, mais cela n'efface pas la réalité. Et depuis la nuit des temps, la réalité est la suivante: l'être humain existe en deux sexes différents, l'homme et la femme. Le prof. Axel Meyer, biologiste bien connu, de l'Université de Constance, affirme dans une interview que Nemo n'est pas «ni homme ni femme». En tant que spécialiste de l'évolution, il affirme qu'il n'existe pas plus de deux sexes. Le sexe n'est pas non plus un ensemble de variantes. La confusion délibérée entre les notions de «sexe» et de «genre» est la base de cette idéologie sans fondement scientifique qui trouve même un certain écho dans la jurisprudence.

En Allemagne, au «Berliner Register», office d'enregistrement anti-discrimination, la phrase «il n'existe que deux sexes» est déjà considérée comme d'extrême droite. Il existe désormais de nombreux offices de ce type – financés par le contribuable – en Allemagne. «La police d'État de la pensée est renforcée par la culture étatique de la délation».

### Appel aux parents et aux responsables du système éducatif

Il est grand temps que ces dérives, issues de ce siècle avec leur esprit confus, qui nient les faits biologiques et basent leurs idées sur des mensonges et des déclarations de toute évidence frauduleuses, soient résolument contrecarrées. Parents, enseignants, mais aussi politiciens et responsables du système éducatif sont appelés à rejeter ce délire et à veiller à ce que nos enfants ne soient plus endoctrinés et intoxiqués par des idéologies nocives. Toute autre approche est irresponsable, pour ne pas dire perverse.

### Exemplaire: le gouvernement britannique

Le gouvernement britannique a fini par y voir clair et a décidé d'agir. Il entend bannir des écoles cette théorie du genre sans base scientifique qui confond sexe biologique et sexe «social» et qui fait fi des réalités scientifiques. Autre point à souligner: il n'existe pas tout un «kaléidoscope de genres». Le premier ministre Rishi Sunak se dit «troublé» de savoir que des élèves sont exposés à des matières d'enseignement aussi destructrices. La Grande-Bretagne entend désormais mieux protéger les adolescents, notamment par rapport aux changements de sexe. Le Service national de santé délivre aujourd'hui des bloqueurs de puberté uniquement dans le cadre de recherches médicales. La Suisse ferait bien de suivre cet exemple sans tarder. ■

# L'Association grisonne Adebar menace

**Adebar, le service spécialisé pour la santé sexuelle et le planning familial des Grisons, reproche à l'Association Initiative de protection, dans un courrier, d'avoir publié des «déclarations fallacieuses», et elle la menace d'une action en justice. L'objet du contentieux est une lettre de mise en garde adressée par l'Association Initiative de protection aux nombreux pères et mères du canton des Grisons. L'Association montre ci-dessous pourquoi les fondements de l'éducation sexuelle promue par Adebar devraient préoccuper profondément les parents et les responsables des établissements éducatifs.**

L'Association Initiative de protection met en garde depuis des années contre une «éducation sexuelle» intrusive, servant les intérêts des milieux pédophiles, enseignée dans les crèches, les écoles enfantines et les écoles. Même si l'éducation sexuelle se présente sous l'apparence de la «prévention», elle peut cacher une idéologie sexuelle intrusive. De très nombreux parents et responsables éducatifs semblent toujours ne pas comprendre que de nombreux services cantonaux s'appuient sur des fondements pseudoscientifiques dans leur travail.



Les écoles enfantines doivent rester libres de toute idéologie!

Un bref aperçu du site Internet d'Adebar doit déclencher tous les signaux d'alerte chez les professionnels de la protection de l'enfance. Adebar représente des concepts hautement controversés et dommageables pour les enfants, promus par les lobbys d'une certaine idéologie sexuelle, concepts qui font fi de toute réalité scientifique. Citons à cet égard les «Normes d'éducation sexuelle en Europe» de l'OMS, les «droits sexuels» avancés par le plus grand promoteur de l'avortement du monde qu'est l'IPPF, l'«éducation sexuelle» façon prof. Uwe Sielert, et les thèmes d'enseignement de «Santé Sexuelle Suisse», soutenus par les deniers publics (voir encadré ci-contre).

L'Association Initiative de protection ne se laisse pas impressionner par les menaces d'Adebar. Les parents doivent être informés, afin qu'ils soient vigilants quand on annonce un «cours d'éducation», surtout s'il est destiné aux enfants des écoles enfantines, p. ex. dans les Grisons! La véritable prévention des abus dès l'âge de l'école enfantine est l'affaire de la police locale. Ces agents sont des personnes respectées, ils ont accès aux informations internes de la police concernant les abus. La prévention des abus n'est du ressort d'aucun lobby de l'éducation sexuelle!

Les thèmes du combat idéologique pour la sexualisation précoce sont totalement dépourvus de base scientifique: les enfants seraient des «êtres sexuels», ils auraient des «droits sexuels», il faut encourager leur «santé sexuelle» et garantir la «diversité sexuelle», but atteint uniquement par une «éducation sexuelle intégrale dès la naissance»! ■

## Les fondements non scientifiques et hautement douteux d'Adebar

**Normes pour l'éducation sexuelle en Europe (OMS):** les enfants entre 0 et 4 ans doivent être informés concernant: «la jouissance et le plaisir de toucher son propre corps, la masturbation à un âge précoce». Les crèches et les écoles enfantines sont donc concernées. Il faut que les enfants «apprennent» quasiment la sexualité en la pratiquant, tout comme avec les couleurs en peinture.

### «Droits sexuels» (IPPF):

Les enfants doivent, dès la naissance, avoir le droit «de développer et de connaître» la sexualité. Découvrir le plaisir sexuel est un droit humain pour toute personne.

### «Éducation sexuelle» (prof. Uwe Sielert):

Il faut permettre déjà aux nourrissons de faire des expériences sexuelles. Les enfants doivent pouvoir accomplir des pratiques sexuelles sur eux-mêmes et sur les autres. La sexualité doit quasiment être «apprise» en la pratiquant. Voir édition SIA n° 38



### Santé Sexuelle Suisse (SSCH):

Cette organisation affiliée à l'IPPF est une propagandiste de la sexualisation précoce en Suisse qui sert les intérêts des milieux pédophiles (prof. Maurice Berger, pédopsychiatre, Lyon). SSCH s'est attiré des critiques dans la presse en raison de sa campagne de masturbation et pour avoir promu la pratique du plaisir pour les enfants dès l'âge de l'école enfantine.

# Rapport de Berne



Andrea Geissbühler  
ancienne conseillère  
nationale  
Bärswil (BE)

## Les lobbyistes LGBTQ+ veulent maintenant enseigner l'éducation sexuelle aux enfants – Non merci!

**C'est une véritable vague d'interventions que les milieux du lobby LGBTQ+ ont déversée dans pas moins de neuf Parlements cantonaux il y a à peine quelques semaines. Elles font suite au cas d'un enseignant de Pfäffikon (ZH) qui a été prétendument licencié en raison de son homosexualité. Le problème était bien**

**plutôt une éducation sexuelle non adaptée à l'âge, comme l'ont rapporté les médias.**

En tant que présidente de l'Association Initiative de protection, je m'engage pour que les normes de l'OMS et leur «éducation sexuelle intégrale» ne deviennent pas obligatoires pour la Suisse. Nous prendrons aussi fortement position pour que l'éducation sexuelle, dispensée dans le cadre de l'instruction scolaire, de manière adaptée à l'âge et basée sur des faits scientifiques, reste l'affaire des cantons.

L'affaire de Pfäffikon a suscité les critiques des parents parce que, dans son cours d'éducation sexuelle, un enseignant se disant ouvertement homosexuel a incité les élèves à se masturber chez eux. Les parents ont été scandalisés et l'enseignant a été licencié. Les médias ont réagi par un tollé sans pareil dans une Suisse généralement si pacifique.

Mais cela ne suffisait pas: réagissant au licenciement de l'enseignant, les organisations de lobbyisme LGBTQ+ Pink Cross, lesbiennes Suisse et le réseau Transgender Network Switzerland, alliés aux parlementaires gauches-verts, ont déposé des interventions dans neuf cantons afin de porter l'attention sur la prétendue «discrimination anti-queer dans les milieux scolaires».

Mentionnons ici quelques extraits de l'intervention déposée au Grand-Conseil de Zurich par des élues du PS, de la Liste alternative et des Verts concernant «l'éducation sexuelle et la protection contre la discrimination»: «Comment s'assurer que tous les élèves obtiennent une éducation sexuelle actuelle, intégrale

et professionnelle – malgré les tentatives de pression des milieux fondamentalistes?» Et encore: «Quelle organisation professionnelle dans le domaine de l'éducation sexuelle le canton soutient-il aujourd'hui financièrement, c'est-à-dire avec laquelle il existe une collaboration?»

Selon les associations faitières LGBTQ+, il faut «professionnaliser l'éducation sexuelle» et octroyer «des moyens financiers suffisants aux organisations spécialisées concernées». Quant à savoir quelles sont ces «organisations spécialisées» qui doivent pouvoir prendre pied dans nos salles de classe, en

tout étant à la charge du contribuable, les médias l'ont clairement laissé entendre: ABQ, COMOUT et queer ah&oh – toutes des organisations du monde LGBTQ+.

Ces interventions, toutes du même acabit, ont donc un but précis: faire entrer l'éducation sexuelle selon les normes OMS, avec leur «éducation sexuelle intégrale», par la petite porte dans les salles de classe suisses tout en alimentant le lobby LGBTQ+ avec l'argent du

contribuable. La position de l'Association Initiative de protection à cet égard est claire: c'est non merci! Nous nous engageons au contraire pour une éducation sexuelle adaptée à l'âge et basée sur les réalités biologiques.

Enfin, nous sommes impatients de connaître la réponse des gouvernements cantonaux concernés. Nous rapporterons ici les nouvelles à ce sujet, à savoir si les membres de l'exécutif des cantons d'Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Grisons, Lucerne, Soleure, Schwyz et, comme mentionné, Zurich, décident d'ouvrir ou non les salles de classe aux organisations de lobbyisme LGBTQ+, en dépit du fait que les enseignants et enseignantes sont bien mieux placés comme référents pour les élèves et les parents en ce qui concerne l'enseignement de l'éducation sexuelle. ■



Propagande LGBTQ+ dans les écoles

*A. Geissbühler*

Andrea Geissbühler  
anc. conseillère nationale, Bärswil (BE)

Suite de la page 1:

**Prof. Dr. David Engels:** Parce qu'elles s'inscrivent en faux contre le discours actuel. Il existe des parents qui s'opposent à ce qu'on inculque à leurs enfants dès leur plus jeune âge: la haine de leur propre sexe, de leur patrie, de leur religion, de leur classe sociale ou de leur culture. Mais ces actions ne parviennent aux médias que si on peut leur coller l'étiquette d'«extrémiste de droite». Si ce n'est pas possible, on préférera taire ces incidents afin de ne pas donner de mauvaises idées à d'autres parents. Les parents d'origine non européenne (notamment musulmans) en particulier regardent ces matières scolaires actuelles d'un très mauvais œil et participent à cette résistance.



Prof. Dr. David Engels

**IPA:** Quel appel adressez-vous aux pères et aux mères pour qu'ils sachent comment protéger leurs enfants?

**Prof. Dr. David Engels:** Bien entendu, je n'ai pas de réponse miracle concernant ces problèmes, car les médias et ce qu'il est convenu d'appeler les «sociétés civiles», semblent avoir adopté la mauvaise approche. Notre réponse à ces questions doit donc être multiple: protestations contre l'endoctrinement idéologique des enfants, solidarité entre

parents, médiatisation des événements, au moins avec l'impact limité qu'offrent les médias alternatifs, si nécessaire transfert de l'élève dans une autre école, éventuellement et si autorisée par la loi, pratiquer la scolarisation à domicile, et bien sûr l'essentiel: dans les familles, être un modèle exemplaire et créer un cadre qui, certes, ne rendra pas les enfants complètement immunisés, mais moins attaquable par la propagande. À cela s'ajoute une surveillance stricte de l'utilisation des réseaux sociaux et de la consommation de contenus sur Internet; bien entendu, il ne faut pas agir de manière uniquement restrictive. Il s'agit surtout de promouvoir des contenus positifs. Au lieu de se contenter d'interdire,

il faut proposer soi-même aux enfants des livres, des films, des activités sociales, du sport, des événements culturels et une éducation religieuse.

Il est indispensable de mettre en place un bon réseau de relations avec d'autres parents et institutions, afin que les enfants soient moins sensibles à la pression sociale venant des écoles et des réseaux sociaux, car ils auront ainsi construit leur propre environnement social. ■

## S'engager pour la famille naturelle au-delà de sa propre vie

L'Association Initiative de protection s'engage depuis des années pour assurer l'intégrité des enfants et des adolescents. Les activités de l'Association ont pour but de contrecarrer les efforts de sexualisation précoce déployés par des acteurs mondiaux dans les écoles enfantines et les écoles, et de renforcer les structures familiales naturelles (père, mère, fils et filles). Vous êtes cordialement invité(e) à continuer de soutenir et consolider l'œuvre de valeur de l'Association Initiative de protection au-delà de votre propre vie en décidant d'un legs ou d'un héritage dans votre testament. Un très cordial merci!!

## Appel aux dons:

Association Initiative de protection  
Case postale, 4142 Münchenstein  
IBAN: CH67 0900 0000 7080 8080 1

Téléphone pour les parents et autres personnes concernées  
qui veulent des conseils: 061 702 01 00  
[www.initiative-de-protection.ch](http://www.initiative-de-protection.ch), [info@initiative-de-protection.ch](mailto:info@initiative-de-protection.ch)

Impressum:

**Initiative de protection – actualité** paraît chaque trimestre / **Abo:** CHF 10.–, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction:** Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, [info@initiative-de-protection.ch](mailto:info@initiative-de-protection.ch), [www.initiative-de-protection.ch](http://www.initiative-de-protection.ch), **IBAN:** CH67 0900 0000 7080 8080 1 / © Association Initiative de protection / **Images:** p. 1: AdobeStock; p. 2/3 Getty Images; p. 5: iStock; le reste: m.à.d. / **Maquette:** WJP Werbeagentur, 4053 Basel / **Impression:** Bruhin Spühler AG, Rüti.

Notre action nécessite votre soutien de toute urgence!



ASSOCIATION INITIATIVE DE PROTECTION